



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Dossier de presse

Mercredi 12 mai 2021

Lutte contre l'Islam radical

Créées par la circulaire du 27/11/2019, les **Cellules départementales de lutte contre l'islamisme et le repli communautaire (CLIR)** prennent appui sur l'expérience positive acquise dans le cadre des plans de lutte contre la radicalisation lancée sur 15 quartiers en février 2018 (PLR-Q).

Sur l'ensemble du territoire national, 101 CLIR sont installées: 100 % des départements en sont équipés.

Ces CLIR mobilisent l'ensemble des services départementaux, sous la présidence du préfet et en articulation étroite avec le procureur de la République; elles associent également, selon les thématiques identifiées, des partenaires extérieurs (élus, bailleurs sociaux, opérateurs de transports, etc.).

Les CLIR se coordonnent également en permanence avec les Groupes d'Évaluation Départementaux (GED) et les Cellules de Prévention de la Radicalisation et pour l'Accompagnement des Familles (CPRAF) et s'appuient régulièrement sur les Comités Opérationnels Départementaux Antifraudes (CODAF) ou les Groupes d'Intervention Régionaux (GIR).

Indicateur	Résultats	Évolution mensuelle
Contrôles CLIR nombre d'opérations de contrôles réalisées dans le cadre des CLIR	8 395 contrôles depuis janvier 2020	490 contrôles en mars 2021 <i>793 contrôles en février 2021</i>
Fermetures d'établissements nombre d'établissements accueillant du public fermés	559 fermetures en cumulé	26 fermetures en mars 2021 <i>41 fermetures en février 2021</i>
Montants redressés	43 067 230 € redressés en cumulé	221 050 € en mars 2021

→ Au cours du mois de mars 2021, ce sont 490 opérations de contrôles qui ont été réalisées, conduisant à la fermeture 26 structures

221 050 € euros ont été redressés par les services

LUTTE CONTRE L'ISLAMISME ET LE SÉPARATISME → résultats du Gouvernement depuis 2018

1. **TOTAL contrôles effectués depuis février 2018 (PLR-Q + CLIR) = 22 222 structures contrôlées**
2. **TOTAL GÉNÉRAL de fermetures depuis février 2018 (PLR-Q + CLIR) = 559 fermetures prononcées**
3. **TOTAL des redressements recouverts depuis février 2018 (PLR-Q + CLIR) = 43 millions d'euros**

Lutte contre les stupéfiants

a. Quantités saisies

- **12 tonnes** de cannabis ont été saisies en mars 2021 contre **6,2 tonnes** en février 2021.
- **2,5 tonnes** de cocaïne ont été saisies en mars 2021 contre **un peu moins d'une tonne** en février 2021.
- **237 kg** d'héroïne ont été saisis en mars 2021 contre **81 kg** en février 2021.

b. Trafiquants interpellés

- **1 422** trafics ont été démantelés en mars contre 1 300 en février 2021 (soit une **hausse de 9 %**).
- 1 636 trafiquants ont été mis en cause en mars 2021, contre **1 509** mis en cause en février 2021 (soit une **hausse de 8,4 %**) et contre 1013 en mars 2020.

c. AFD dressées

Entre le **1^{er} septembre 2020** et le **11 mai 2021**, **72 000** infractions ont été relevées par les forces de l'ordre.

d. Points de deal

Depuis le **1^{er} janvier**, **1 742 opérations visant au démantèlement de points de deal** ont été menées sur l'ensemble du territoire national (dont 355 en quartiers de reconquête républicaine). Le premier département est les **Bouches-du-Rhône** avec **425** opérations, suivi du **Var** avec **150** opérations et la **Haute-Garonne** avec **93** opérations.

Lors de ces opérations, **2 961 personnes** ont été interpellées.

Ces opérations ont conduit aux saisies suivantes :

- 3 tonnes de cannabis (résine + herbe)
- 67 kg de cocaïne
- 71 kg d'héroïne
- 209 armes
- Près de 5,4 millions d'euros d'avoirs

e. Plateforme de signalement

Le dispositif de signalement des trafics de stupéfiants est effectif depuis le 3 mars 2021 via la plateforme « moncommissariat.fr » et la « brigade numérique ». Depuis cette date 3 855 signalements ont été enregistrés et communiqués aux commissariats concernés.

POLICE NATIONALE

DTPJ LYON - Démantèlement d'un trafic de stupéfiants entre la France et l'Espagne

- Saisie de 568 kg de résine de cannabis et 96 860 euros,
- Interpellations de 5 individus, 4 écrous.

OFAST - DTPJ Rouen – Démantèlement d'un réseau d'importation entre l'Amérique du Sud et la France au port de Rouen

- Saisie de 400 kg de cocaïne,
- Interpellation d'1 individu, 1 écrou.

DDSP 69 – Démantèlement d'un réseau de revente de stupéfiants à Vaulx-en-Velin

- Saisie de 1,8 kg de cocaïne, 2,6 kg d'héroïne, 20 kg de produit de coupe, 1,6 kg de cannabis, 165 000 euros, 8 armes de poing, 1 fusil d'assaut et ses chargeurs garnis, 150 munitions et 2 véhicules,
- Interpellations de 4 individus.

DTPJ Lille – Saisie de 360 plants de cannabis dans un QRR à ROUBAIX (59)

- 2 kg d'herbe de cannabis, 1,5 kg de résine de cannabis, 360 plants de cannabis, 5 220 euros, un pistolet-automatique et ses munitions,
- Interpellations de 4 individus.

DDSP 59 – Démantèlement d'un trafic de stupéfiants à TOURCOING

- Saisie de 13 kg de cannabis,
- Interpellation d'1 individu.

SPJ METZ – Démantèlement d'un trafic de stupéfiants à MAXEVILLE

- Saisie de 5 kg de cannabis, 20 000 euros et 2 véhicules,
- Interpellations de 4 individus.

DZPJ Strasbourg – Démantèlement d'un trafic de stupéfiants à MITTELHAUSBERGEN (67)

- Saisie d'1 kg d'héroïne et 56 950 euros,
- Interpellations de 7 individus.

DDSP 17 – Démantèlement d'un trafic d'héroïne à AYTRE

- Saisie 3 kg d'héroïne,
- Interpellations de 3 individus, 3 écrous.

DTPJ 13 – Saisie de 92 kg de cannabis dans le milieu du narco-banditisme à MARSEILLE

- Saisie de 92 kg de cannabis,
- Interpellations de 2 individus.

DDSP 03 – Démantèlement d'un trafic de stupéfiants à MONTLUCON

- Saisie de 30 kg de résine de cannabis,
- Interpellation d'1 individu.

DTPJ ROUEN - Démantèlement d'un réseau d'importation depuis la Belgique et les Pays-Bas et de revente de stupéfiants à LES DAMPS (27)

- Saisie de 1 kg d'héroïne, 2400 euros, 20 armes et 2,5 tonnes de munitions et d'explosifs,
- Interpellations de 3 individus.

OFAST BORDEAUX – Démantèlement d'un trafic de stupéfiants à MERIGNAC (33)

- Saisie de 5 kg de cannabis, 20 000 euros, 1 arme et 107 munitions,
- Interpellations de 7 individus.

SAIP LE RAINCY – SDJP 93 - Une interpellation pour trafic de produits stupéfiants au Raincy (93)

- Interpellation d'1 individu,
- Saisie de 6,1 kg d'herbe et de résine de cannabis et 25 800 euros.

ST93 – JIS Paris - Importation de produits stupéfiants à Noisy-le-Sec (93)

- Interpellations de 2 individus,
- Saisie de 65,7 kg de cannabis et 800 euros.

SAIP Saint-Ouen – détention de produits stupéfiants à Saint-Ouen (93)

- Interpellation d'1 individu,
- Saisie de 11 kg d'herbe cannabis, une arme de poing et un fusil à pompe à canon scié.

SAIP Nanterre (92) - GSO- Compagnie cynophile - démantèlement d'un point de deal à Nanterre (92)

- Interpellations de 5 individus,
- Saisie de 13,5 kg de résine, 1 kg d'herbe de cannabis ainsi que 12.500 euros en numéraire et un fusil à canon scié.

SDPJ 93 - Opération Point Break - trafic de stupéfiants à Sevrans (93)

- Interpellations de 2 individus,
- Saisie de 5 kg de résine de cannabis, 50 g de cocaïne, un fusil à pompe et des cartouches, une compteuse à billets, 12 242 euros et du matériel de conditionnement de produits stupéfiants.

SAIP de Boulogne-Billancourt - trafic de produits stupéfiants en région parisienne

- Interpellations de 3 individus,
- Saisie de 7 kg d'herbe de cannabis et de 96 g de cocaïne.

Antenne OFAST CARAIBE - Interception par la marine nationale d'un voilier en mer des Antilles transportant 210 kg de cocaïne

- Saisie de 210 kg de cocaïne,
- Interpellations de 2 individus.

GENDARMERIE NATIONALE

Section de recherches de Fort-de-France – Trafic international de drogue en Martinique

- Interpellations et mise en détention de 3 individus,
- Saisie de 20,5 kg de cannabis, 1,6 kg de cocaïne, 1 900 euros, 1 arme de poing et 3 véhicules.

Section de recherches et GIR de Marseille – Trafic international de stupéfiants (13, 30, 84)

- Interpellations de 10 individus,
- Saisie de 320 kg de résine de cannabis, 70 kg de cocaïne, 4,3 millions d'euros et 10 véhicules.

Brigade de recherches de Romans-sur-Isère – Trafic d'armes et de stupéfiants dans la Drôme (26)

- Interpellations de 16 individus,
- Saisie de 2 kg de cocaïne, 500 g d'héroïne, 36 000 euros, 34 armes à feu, 6 véhicules et 2 œuvres d'art.

Brigade de recherches de Chantilly – Saisie de cannabis dans l'Oise (60)

- Interpellation d'1 individu, affaire incidente de « faux policiers », 1 écrou,
- Saisie de 5 kg de résine de cannabis.

Peloton de surveillance et d'intervention de Vienne – Trafic de cannabis à Ville-Sous-Anjou (38)

- Interpellations de 2 individus suite à refus d'obtempérer,
- Saisie de 124 kg d'herbe de cannabis, 350 euros.

Sections de recherches de Bourges et Fort-de-France – Trafic de drogue entre la métropole et la Martinique

- Interpellations de 8 individus,
- Saisie de 24 kg de résine de cannabis, 400 g de cocaïne, 8 000 euros, 13 armes et 4 véhicules.

Section de recherches de Papeete- OFAST – Trafic de cannabis en Polynésie-Française

- Interpellations de 6 individus,
- Saisie de 40 kg de cannabis, 79 000 euros.

Brigade de recherches de Lescar – Trafic de cannabis à Lussagnet-Lusson (64)

- Interpellations de 2 individus,
- Saisie de 4 kg de cannabis, 100 pieds de cannabis, 2 000 euros.

Brigade de recherches de Matoury – Trafic d'héroïne dans la région d'Auray (56)

- Interpellations de 2 individus,
- Saisie de 4 kg de cocaïne, 350 g de cannabis.

Section de recherches de Rennes – Trafic international de stupéfiants avec les Balkans (35)

- Interpellations de 17 individus,
- Saisie de 2,5 kg d'héroïne, 200 g de cocaïne, 20 kg de produit de coupe, 4 armes, 3 véhicules, 37 000 euros.

Brigade de recherches de Romans-sur-Isère, GIR 69– Trafic de stupéfiants en Rhône-Alpes (PN/GN)

- Interpellations de 21 individus,
- Saisie de 15 kg de résine de cannabis, 20 g de cocaïne, 85 g d'héroïne, 6 armes, 75 000 euros, 3 véhicules, 134 cartouches de cigarettes.

Brigade de recherches Crest – Trafic de stupéfiants dans la Drôme (26)

- Interpellations de 12 individus,
- Saisie de 21 kg de résine de cannabis, 1,5 kg de cocaïne, 1 000 sachets d'ecstasy, 2 armes, 68 000 euros, 3 véhicules, objets de luxe (10 000 euros).

Brigade de Huahine – Cannabiculture en Polynésie Française

- Interpellations de 38 individus,
- Saisie de 40 plantations, 3 288 pieds de cannabis.

Brigade d'Audierne – Trafic de stupéfiants dans le Finistère (29)

- Interpellations de 3 individus,
- Saisie de 2,3 kg de résine de cannabis, 400 g d'héroïne, 600 euros, 20 armes volées.

Brigade de recherches de Montluçon – Trafic de stupéfiants (04)

- Interpellations de 8 individus,
- Saisie de 9 kg de résine de cannabis, 1 kg de cocaïne, 150 g d'héroïne, 30 000 euros, 5 véhicules, 9 armes.

Les indicateurs de la feuille de route

Indicateur	Mars 2021	Mars 2020
PSVSS Nombre de tchats traités sur la plateforme arretonslesviolences.gouv.fr	Mars 2021 1 422 conversations	Mars 2020 1 305 conversations
Outrage Sexiste Nombre d'infractions pour outrages sexistes, enregistrés par les forces de police et de gendarmerie, depuis le lancement de la loi (03/08/18)	3 023 infractions depuis août 2018 Mars 2021 211 infractions	Mars 2020 79 infractions
Formation Nombre de policiers et gendarmes formés aux violences intrafamiliales	Février 2021 11 798 formés Mars 2021 13 286 formés	+ 88 286 policiers et gendarmes formés depuis le Grenelle des violences conjugales • Formation initiale • Formation continue • Formation expert

Des dispositifs d'écoute et d'alerte contre les violences conjugales

Depuis des mois, la vigilance de l'ensemble des acteurs de la lutte contre les violences conjugales, sexistes et sexuelles est accrue du fait de la crise sanitaire.

Lors du second confinement, en octobre / novembre dernier, le ministère de l'Intérieur a massivement partagé aux préfets et aux forces de sécurité intérieure un vade-mecum des dispositifs existants pour accompagner les victimes de violences conjugales, sexistes et sexuelles, ainsi que des exemples de bonnes pratiques et initiatives prises par des commissariats et des bridages de gendarmerie au printemps dernier. Nous avons joint à cet outil un kit de communication pour faciliter l'information et la sensibilisation du grand public.

Nous le savons, le huis clos familial est un terreau propice aux tensions et passages à l'acte.

Contre ces violences, le ministère de l'Intérieur est totalement mobilisé pour ne rien laisser passer :

- ✓ Partenariat « alerte en pharmacie » : grâce à la mobilisation de l'Ordre national des pharmaciens, les victimes peuvent appeler à l'aide dans l'une des 22 000 pharmacies de France. Elles y seront accueillies et les forces de l'ordre interviendront en urgence dans le cas de violences, si les victimes le souhaitent.
- ✓ Pour les victimes confinées avec un conjoint violent qui ne peuvent ni téléphoner ni appeler à l'aide, la plateforme arretonslesviolences.gouv.fr permet d'entrer en relation 24h/7jrs avec des policiers et des gendarmes spécialement formés. Pour faire face au second confinement, les effectifs de la plateforme ont été renforcés de 12 policiers sur le site de Guyancourt, et le site de Rennes est monté jusqu'à 100 militaires mobilisés lors des périodes les plus affluentes.
- ✓ Le 114 par SMS, normalement réservé aux personnes sourdes ou malentendantes, a été ouvert aux victimes de violences conjugales lors du premier confinement et demeure accessible lorsqu'elles ne peuvent parler à voix haute.

Les dispositifs d'alerte et d'écoute



17/114



Arretonslesviolences.gouv.fr



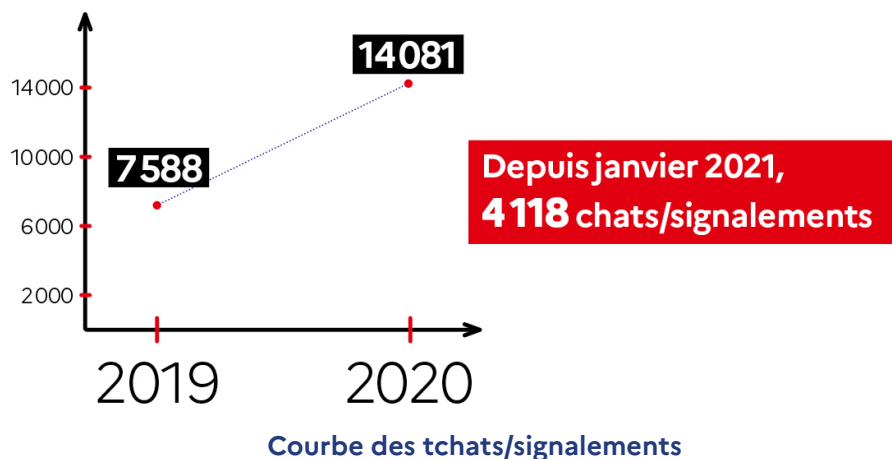
Alerte en pharmacies

Chiffres du confinement :

- +42 % d'interventions à domicile durant cette période
- 4,5 fois + de tchats
- effectifs en hausse +12/+ à l'autre

L'accueil des victimes de violences conjugales, sexistes et sexuelles est une priorité du ministère de l'Intérieur. Plusieurs dispositifs d'alerte et de prévention sont mis en place pour accueillir la parole des victimes et les orienter vers des solutions d'accompagnement.

Depuis le début de l'année (janvier - mars), 4118 conversations ont été engagées avec les policiers et les gendarmes sur arretonslesviolences.gouv.fr, dont 1422 pour le seul mois de mars.



En 2021, 31981 policiers et gendarmes ont été formés aux violences intrafamiliales, soit plus de 88 280 depuis le Grenelle des violences conjugales.

Des outils concrets et efficaces pour mieux protéger les victimes depuis le Grenelle des violences conjugales

Grille d'évaluation du danger

Pour faire face aux violences conjugales, une grille commune aux policiers et gendarmes a été déployée dans tous les commissariats et toutes les brigades de gendarmerie.

Composée de 23 questions, cette grille d'évaluation permet :

- aux forces de l'ordre d'avoir une appréciation précise et objective du danger encouru par les victimes et leurs enfants ;

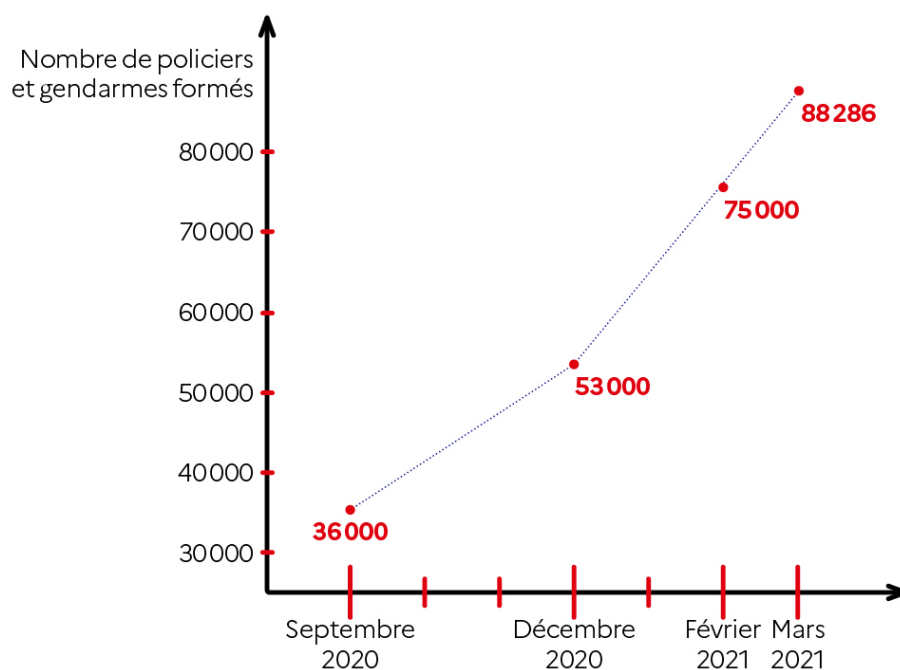
- de prendre les mesures adaptées pour mettre à l’abri la victime et ses enfants ;
- au fil des questions, à la parole des victimes de se libérer et les convaincre de porter plainte.

Cette grille a été traduite en 15 langues afin d’aider toutes les femmes.

Renforcement de la formation pour les policiers et les gendarmes

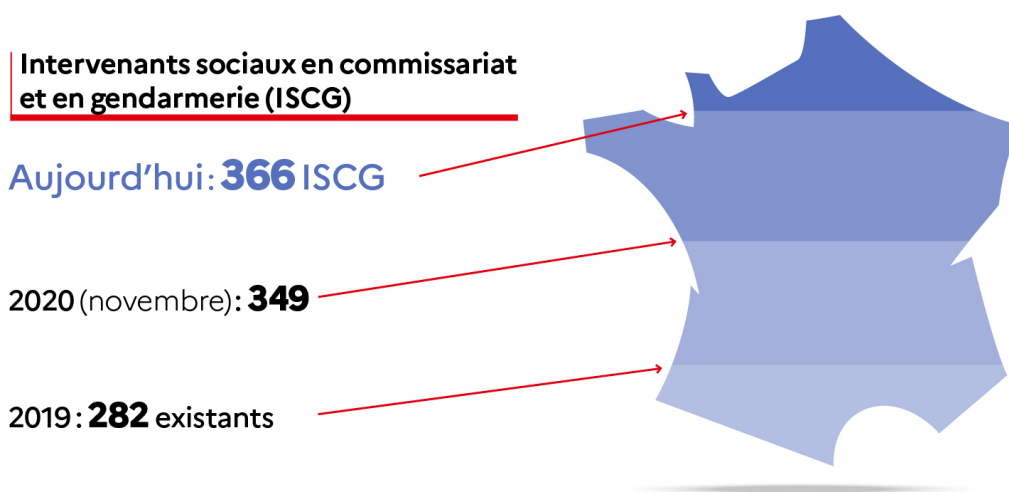
Depuis le lancement du Grenelle des violences conjugales en septembre 2019, 88 286 policiers et gendarmes ont été formés aux violences intrafamiliales et à la prise en charge des victimes de ces violences.

Désormais, ce sont tous les élèves policiers et gendarmes qui sont formés.



Les intervenants sociaux dans les commissariats et les unités de gendarmerie

À ce jour, 366 intervenants sociaux – contre 282 en 2019 – assurent le relais dans les commissariats et les unités de gendarmerie avec les différents services sociaux, orientent et conseillent les personnes pour les démarches ou les contacts avec les services d’aide, de soins ou de secours.



L’objectif est que chaque département dispose au minimum de 2 intervenants sociaux.

Saisie systématique des armes des conjoints violents dès le dépôt de plainte

Grâce à la loi du 30 juillet 2020, issue du Grenelle des violences conjugales, les saisies d'armes en matière de violences intrafamiliales et ce dès la plainte, sont rendues systématiques. Une instruction a été adressée en ce sens à l'ensemble des préfets par Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, et Marlène Schiappa, ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur.

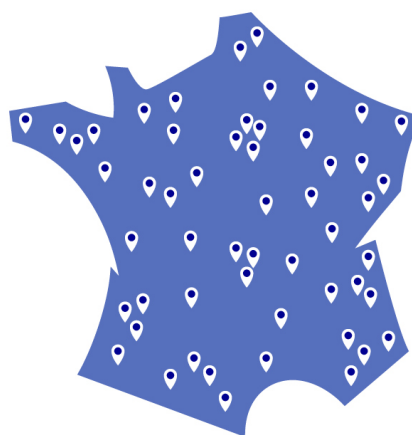
Dépôt de plainte à l'hôpital

Actuellement, 54 conventions sont signées dans les départements partout en France permettant, pour les faits de violences conjugales, la prise de plainte immédiate en milieu hospitalier.

Lancement de nouvelles Maisons de confiance et de protection des familles de la Gendarmerie nationale

Plainte à l'hôpital

- **54 conventions signées** dans les départements, partout en France.



D'ici la fin de l'année 2021, 16 maisons seront ouvertes afin d'accompagner au mieux les victimes sur le terrain. Au total, ce sont 69 maisons de confiance et de protection des familles qui accueilleront les victimes sur l'ensemble du territoire.

53 « Maisons de confiance et de protection des familles » sur l'ensemble du territoire



Audit sur l'accueil des victimes de violences conjugales

En 2020, 2072 victimes ont répondu à un audit concernant l'accueil qui leur avait été réservé dans le commissariat de Police ou la brigade de Gendarmerie dans laquelle elles étaient venues déposer plainte.

Cet audit a concerné 590 commissariats et brigades de gendarmerie, évalués conjointement par les inspections générales de la Police (IGPN) et de la Gendarmerie nationales (IGGN).

Globalement, les résultats sont encourageants et témoignent de l'engagement des policiers et des gendarmes :

- Près de 90 % des victimes sont globalement satisfaites de l'accueil.
- Les délais d'attente sont jugés satisfaisants par au moins 75 % des victimes.
- 80 % des victimes ont jugé la confidentialité des locaux satisfaisante.
- Près de 98 % des victimes indiquent n'avoir fait l'objet d'aucune discrimination.
- 95 % des victimes ne font état d'aucune difficulté pour enregistrer leur plainte

Audit/accueil

- 2019 : **540** commissariats et unités de gendarmerie
635 victimes ayant déposé plainte
- 2020 : **590** commissariats et unités de gendarmerie
2072 victimes ayant déposé plainte

Les résultats sont encourageants et témoignent de l'engagement des policiers et des gendarmes.

Près de 90 % des victimes sont globalement satisfaites de l'accueil.

Des mesures nouvelles contre le harcèlement de rue

Lutter contre le sexisme, c'est aussi garantir le droit de marcher dans la rue sans être importunée. Avec la loi du 3 août 2018, la France est le premier pays au monde à verbaliser le harcèlement de rue. 3023 infractions ont été enregistrées par les forces de l'ordre depuis la promulgation de la loi.

Pour renforcer la lutte contre ce phénomène, la ministre déléguée auprès du ministre de l'Intérieur chargée de la Citoyenneté a confié une mission aux directions générales de la police et la gendarmerie nationales. Elle les a chargées, en présence de la préfecture de police de Paris, de la haute fonctionnaire à l'égalité des droits et du service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), de mettre en œuvre ces recommandations.

Le ministère de l'Intérieur publiera chaque année, au mois d'août, un baromètre du harcèlement de rue. Il développera une formation spécifique sur le harcèlement de rue à destination des policiers et des gendarmes et identifiera les zones les plus propices au phénomène, pour y mettre en place des opérations spécifiques avec, par exemple, des forces de l'ordre en civil.